

« Bombes carbone » : pourquoi la Belgique est aussi concernée

Il n'y a pas de bombes carbone en Belgique. Mais notre pays importe une grande partie de son pétrole et de son gaz de pays où de tels gisements sont exploités. BNP Paribas, dont l'Etat belge est actionnaire, figure dans le top 5 des banques qui financent l'industrie fossile.

LARS BOVÉ (DE TIJD)
JOËL MATRICHE
BERNARD PADOON
(AVEC CARBONBOMBS.ORG PROJECT)

P eu ou pas de traces « belges » dans la base de données des 425 bombes carbone répertoriées sur la planète. Ce qui ne signifie pas pour autant que la Belgique n'est pas « reliée » à ces dernières, ne serait-ce que parce que nous consommons du pétrole et du gaz issus de pays qui exploitent de tels gisements. Selon les chiffres du dernier Belgian Energy Data, publié à l'été dernier par le Service public fédéral Economie, en 2022 notre pays a importé du pétrole brut en provenance des pays de l'Opep (33,5 %) – principalement d'Arabie saoudite et d'Irak –, de Russie (22,1 %), de Norvège (11,8 %), du Royaume-Uni (9,6 %), des Etats-Unis (9,3 %) et du Kazakhstan (6,5 %). Soit autant de pays qui figurent, et pour certains en bonne place, dans notre classement.

Un constat presque similaire peut être dressé avec les importations de gaz naturel qui, en 2022, provenaient de Norvège (60,9 %), des Pays-Bas (13 %), du Royaume-Uni (9,3 %), du Qatar (5,9 %), de France (3,6 %) et de Russie (2,8 %) – sachant que les Pays-Bas et la France n'ont pas de bombes carbone sur leur territoire, mais que le gaz « français » est en fait du gaz naturel liquéfié, qui arrive chez nous via le terminal de méthane de Dunkerque, devenu une des principales portes d'entrée du gaz naturel liquéfié (GNL) américain en Europe.

On rappellera également que Fluxys, le gestionnaire du réseau de transport de gaz et exploitant du terminal de Zeebrugge, a signé un contrat de vingt ans avec la société Yamal LNG – un méga projet dans la péninsule russe du même nom qui compte au moins six bombes carbone – qui utilise le hub gazier comme une infrastructure de transbordement et de stockage de cargaisons de GNL qui sont réexportées vers l'Asie.

Administrateur indépendant

On ne trouve pas non plus d'institutions financières belges dans la base de données, mais on épinglera la peu enviable cinquième place de la française BNP Paribas au classement des

banques qui ont le plus apporté de financement à des groupes fossiles – 36 au total – exploitant des bombes carbone. On sait que l'Etat belge détient 5,1 % du capital du géant bancaire français. Une participation gérée par la Société fédérale de participations et d'investissement (SFPIM), qui est un héritage de la crise financière de 2008 – quand le gouvernement avait dû venir au secours de Fortis et consorts.

Que pense la SFPIM de l'implication de BNP Paribas dans le financement de l'industrie fossile ? Joël Decerf, porte-parole du fonds souverain belge, rappelle d'abord que « le seul administrateur présenté par l'Etat belge doit être un administrateur indépendant », ce qui « empêche de lui imposer un mandat sous peine de contrevenir aux règles de bonne gouvernance des entreprises ». Par ailleurs, la SFPIM, dont un des axes d'investissement est précisément la transition climatique, se dit « pleinement engagée dans la mise en œuvre d'une politique ESG (environnementale, sociale et de gouvernance, NDLR) ». « Elle a déjà actualisé sa stratégie globale en 2020 pour y intégrer les considérations de durabilité », assure Joël Decerf.

De son côté, le porte-parole belge de BNP Paribas avait déjà souligné le mois dernier auprès de nos confrères du *Tijds* que « l'avenir de notre économie est durable ». « Nous avons décidé en 2019 de nous éloigner complètement du charbon thermique : notre exposition est aujourd'hui très limitée », faisait-il savoir, en réponse à une enquête du quotidien flamand et de médias étrangers sur le fait que les 300 entreprises de combustibles fossiles les plus polluantes ont pu lever plus de 1.000 milliards d'euros sur les marchés obligataires – notamment via BNP Paribas – au cours des sept dernières années. « BNP vise à réduire son exposition de crédit à l'exploration et à la production pétrolières à moins d'un milliard d'euros d'ici 2030 », indiquait encore le porte-parole. « Cela représente une réduction de plus de 80 % par rapport à son exposition actuelle. Pour le gaz, la BNP a pour objectif de réduire son exposition de 30 % d'ici 2030. Désormais, la BNP exclut également les produits et services financiers dédiés au développement de nouveaux champs d'exploration et de production de gaz. »

306

C'est le total, en gigatonnes, des émissions potentielles liées uniquement au charbon chinois dans notre liste. Sur les 230 mines de charbon en exploitation dans notre inventaire des bombes carbone, 106 sont situées en Chine. Il y a, en outre, 24 projets de nouvelles mines géantes.

Chine Championne mondiale du charbon... et du renouvelable

JO. MA. ET B.P. (AVEC CARBONBOMBS.ORG PROJECT)

C e n'est pas vraiment une surprise de retrouver la Chine sur la première place du podium des nations totalisant le plus d'émissions liées à des « bombes carbone » (333 gigatonnes). Le pays est déjà le plus grand émetteur de CO₂, tout court : avec 11,33 gigatonnes (Gt) en 2021, selon les chiffres du Global Carbon Project, la Chine pèse à elle seule un peu plus de 30 % du total des émissions mondiales annuelles à partir de combustibles fossiles (36,85 Gt), loin devant les Etats-Unis (5,03 Gt) et l'Inde (2,67 Gt). Une position peu enviable que le pays doit en grande partie à son insatiable appétit de charbon. Sur les 230 mines de charbon en exploitation dans notre inventaire des bombes carbone, 106 sont situées en Chine, représentant des émissions d'environ 261 Gt. Ajoutez-y 24 projets de nouvelles mines géantes, et vous obtenez un total de 306 Gt d'émissions potentielles liées au seul charbon chinois dans notre liste.

C'est que la Chine est encore ultra-dépendante du charbon pour produire son électricité : 60 % du courant sort des centrales au charbon, contre 14 % pour l'hydroélectricité, 9 % pour l'éolien, 5 % pour le nucléaire, 5 % pour le solaire, 3 % pour le gaz et 1 % pour la biomasse. Pourtant, en avril 2021, le président Xi Jinping avait annoncé dans un discours prononcé à Shanghai que la Chine allait « strictement limiter la croissance de la consommation de charbon pendant le 14^e Plan quinquennal (2021-2025), et amorcer une décroissance pendant le 15^e Plan quinquennal (2026-2030). »

Deux centrales par semaine

Or, de notre classement, il ressort qu'une dizaine de nouvelles bombes carbone au moins ont été mises en exploitation en Chine sur les seules années 2021 et 2022. Par ailleurs, selon les derniers chiffres publiés en août de cette année par le centre d'études Global Energy Monitor (GEM) et le Centre pour la recherche sur l'Energie et l'Air pur (Crea), les autorités provinciales chinoises, compétentes pour les permis, ont délivré des autorisations pour la construction de 52 GW de centrales électriques au charbon – l'équivalent de 52 réacteurs nucléaires – au cours de la

première moitié de l'année 2023, poursuivant le rythme de 2022 « de deux centrales au charbon nouvellement autorisées par semaine ».

Toujours selon les calculs du GEM et du Crea, la Chine avait, à la fin du mois de juin, pas moins de 243 GW de centrales au charbon en cours de construction ou ayant reçu un permis définitif. Alors que Pékin a l'ambition d'atteindre un pic d'émissions en 2030, et la neutralité carbone en 2060, les centres de recherche constatent qu'« à moins que les procédures d'autorisation soient immédiatement stoppées, la Chine ne sera pas capable de réduire sa capacité de production électrique à base de charbon pendant son 15^e Plan quinquennal sans des annulations de permis ou des fermetures prématurées massives de centrales existantes ».

Volonté de Xi ignorée ?

Que s'est-il passé pour que la volonté du pourtant tout-puissant Xi Jinping soit apparemment ignorée ? Le pays a fait face à d'importantes vagues de chaleur, couplées en 2021 avec une... pénurie de charbon et en 2022 avec une importante sécheresse qui a mis à mal la production hydroélectrique. Cette année encore, la Chine a connu des records de températures. Face à des besoins croissants de courant, notamment pour la climatisation, de nombreuses provinces ont décidé de miser sur le charbon pour assurer leur sécurité d'approvisionnement, alors que le réseau électrique est notoirement insuffisant pour assurer les échanges entre les différentes régions du pays.

Notons que le pays n'est pas à un paradoxe près : pour répondre aux immenses besoins d'énergie de sa population et de son industrie – dont la majeure partie de la production est exportée dans le reste du monde –, la Chine est également la championne mondiale... du renouvelable. Toujours selon le GEM, en juin 2023, le pays avait 227 GW de puissance solaire à grande échelle installée, soit davantage que les 206 GW cumulés pour le reste du monde. Pour l'éolien, 310 GW sont déjà exploités en Chine, contre 476 GW ailleurs sur la planète. Surtout, avec les projets et les constructions en cours, le pays pourrait dépasser dès 2025, l'objectif de puissance installée solaire et éolienne totale de 1.200 GW qu'il s'était fixé pour 2030.

Europe La Pologne peine à sortir des énergies fossiles

PATRICE SENÉCAL
CORRESPONDANT À VARSOVIE

C'est le mouton noir de l'Union européenne en matière de gaz à effets de serre, frein à la politique climatique de Bruxelles. La Pologne peine à s'extirper des énergies fossiles, qui constituent plus de 80 % de son mix énergétique. A commencer par le charbon, l'un des pires combustibles de la planète et dont le pays d'Europe centrale regorge, qui fournit 70 % de son électricité. Pour pallier cette dépendance, Varsovie tente de diversifier ses ressources énergétiques, tandis que la filière du renouvelable a le vent en poupe, et que des investissements massifs dans le solaire photovoltaïque sont apparus, quand ce n'est pas dans le nucléaire. Mais c'est surtout le gaz naturel qui figure au centre de la stratégie énergétique. Dans la foulée de la guerre en Ukraine, la Pologne s'est affranchie du gaz russe en diversifiant ses

sources d'approvisionnement, comme par la mise en place de gazoducs avec la Norvège ou la Lituanie ou l'extension du réseau gazier en Pologne.

Dans ces conditions, le gaz de schiste, obtenu par fracturation hydraulique, pourrait-il entrer dans l'équation ? La crise de l'énergie provoquée par l'invasion russe a relancé cette question, bien que timidement. Lors du pic d'intérêt, au début des années 2010, les géants pétroliers s'étaient précipités en Pologne. Mais la centaine de licences d'exploration octroyées alors avait conclu à une rentabilité faible, tuant dans l'œuf tout projet d'extraction. Une décennie plus tard, « les prix ont changé, la technologie aussi : il ne faut pas exclure que d'autres initiatives d'exploration voient le jour pour examiner de nouveau la rentabilité », assure Pawel Poprawa, professeur à l'Université des Sciences et Technologies AGH de Cracovie.

« Ceinture de schiste »

L'unique zone qui pourrait faire l'objet de convoitise reste la Poméranie, à l'ouest de Gdansk, au large de la mer Baltique, et ce, « avant tout pour des questions géologiques ». Quant au bassin de Lublin – qui fait partie de la « ceinture de schiste », soit 12 % de la superficie du pays qui comprend le bassin baltique, au nord, et celui, de Podlachie, à l'est –, il apparaît dans le classement des « bombes carbone » dressé par le projet CarbonBombs.org : sa réserve pourrait représenter 5,65 gigatonnes d'émissions de CO₂ sur sa durée de vie. Mais le projet d'y extraire tout gaz de schiste est au point mort, assure Pawel Poprawa, qui considère malgré tout que « son potentiel est trop faible ». Car si la région de Lublin possède en outre « quelques gisements de charbon », ce n'est rien en comparaison avec la Silésie, dans le sud-ouest du pays, réputée pour son bassin houiller largement exploité, et fort

émetteur en gaz à effet de serre. En Podlachie, les perspectives d'exploitation restent aussi « faibles », pense l'expert.

La ruée sur le gaz de schiste en terre polonaise ne se fera donc pas de sitôt, d'autant que le thème n'a nullement été mentionné en amont des élections législatives du 15 octobre. Même si l'opinion publique reste dans l'ensemble favorable à une éventuelle extraction de gaz de schiste, selon M. Poprawa, nul ne sait si la coalition éclectique emmenée par Donald Tusk, allant de la gauche au centre droit, s'emparera de la question lors de son arrivée au pouvoir. « Et puis, dans toute l'Europe, y compris en Pologne, l'intérêt pour les nouveaux projets pétroliers et gaziers reste très limité pour le moment », poursuit le chercheur. « De plus, pour l'industrie pétrolière et gazière, le fait que la Pologne soit voisine de l'Ukraine en guerre n'aide pas, suscitant un risque dans les calculs des investisseurs. »

ABONNÉS



« Le Canada, le pays qui brûle et qui continue à creuser ». Sur notre site, l'article de Ludovic Hirtzmann, correspondant à Montréal.